

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE les mesures prévues au dixième alinéa du dispositif du décret numéro 1020-2020 du 30 septembre 2020 et ses modifications subséquentes s'appliquent également au territoire de la municipalité régionale de comté de L'Assomption, dans la région sociosanitaire de Lanaudière;

QUE les mesures prévues au présent arrêté prennent effet le 26 octobre 2020, sauf en ce qui concerne les mesures prévues au sous-paragraphe *k* du paragraphe 5<sup>o</sup> et aux paragraphes 17<sup>o</sup> à 28<sup>o</sup> du dixième alinéa du dispositif du décret numéro 1020-2020 du 30 septembre 2020, modifié par les arrêtés numéros 2020-074 du 2 octobre 2020, 2020-077 du 8 octobre 2020, 2020-079 du 15 octobre 2020, 2020-080 du 21 octobre 2020 et 2020-081 du 22 octobre 2020 et le décret numéro 1039-2020 du 7 octobre 2020, qui prendront effet le 28 octobre 2020.

Québec, le 25 octobre 2020

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
CHRISTIAN DUBÉ

73462

**A.M., 2020**

**Arrêté numéro 2020-084 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 27 octobre 2020**

Loi sur la santé publique  
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

Vu l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

Vu le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

Vu que l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret numéro 418-2020 du 7 avril 2020, jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020, jusqu'au 29 avril 2020 par le décret numéro 478-2020 du 22 avril 2020, jusqu'au 6 mai 2020 par le décret numéro 483-2020 du 29 avril 2020, jusqu'au 13 mai 2020 par le décret numéro 501-2020 du 6 mai 2020, jusqu'au 20 mai 2020 par le décret numéro 509-2020 du 13 mai 2020, jusqu'au 27 mai 2020 par le décret numéro 531-2020 du 20 mai 2020, jusqu'au 3 juin 2020 par le décret numéro 544-2020 du 27 mai 2020, jusqu'au 10 juin 2020 par le décret numéro 572-2020 du 3 juin 2020, jusqu'au 17 juin 2020 par le décret numéro 593-2020 du 10 juin 2020, jusqu'au 23 juin 2020 par le décret numéro 630-2020 du 17 juin 2020, jusqu'au 30 juin 2020 par le décret numéro 667-2020 du 23 juin 2020, jusqu'au 8 juillet 2020 par le décret numéro 690-2020 du 30 juin 2020, jusqu'au 15 juillet 2020 par le décret numéro 717-2020 du 8 juillet 2020, jusqu'au 22 juillet 2020 par le décret numéro 807-2020 du 15 juillet 2020, jusqu'au 29 juillet 2020 par le décret numéro 811-2020 du 22 juillet 2020, jusqu'au 5 août 2020 par le décret numéro 814-2020 du 29 juillet 2020, jusqu'au 12 août 2020 par le décret numéro 815-2020 du 5 août 2020, jusqu'au 19 août 2020 par le décret numéro 818-2020 du 12 août 2020, jusqu'au 26 août 2020 par le décret numéro 845-2020 du 19 août 2020, jusqu'au 2 septembre 2020 par le décret numéro 895-2020 du 26 août 2020, jusqu'au 9 septembre 2020 par le décret numéro 917-2020 du 2 septembre 2020, jusqu'au 16 septembre 2020 par le décret numéro 925-2020 du 9 septembre 2020, jusqu'au 23 septembre 2020 par le décret numéro 948-2020 du 16 septembre 2020, jusqu'au 30 septembre 2020 par le décret numéro 965-2020 du 23 septembre 2020, jusqu'au 7 octobre 2020 par le décret numéro 1000-2020 du 30 septembre 2020, jusqu'au 14 octobre 2020 par le décret numéro 1023-2020 du 7 octobre 2020 jusqu'au 21 octobre 2020 par le décret numéro 1051-2020 du 14 octobre 2020 et jusqu'au 28 octobre 2020 par le décret numéro 1094-2020 du 21 octobre 2020;

Vu que l'arrêté numéro 2020-060 du 28 août 2020 prévoit notamment des mesures particulières pour la tenue d'élections municipales au Québec;

Vu que le décret numéro 1020-2020 du 30 septembre 2020, modifié par les arrêtés numéros 2020-074 du 2 octobre 2020, 2020-077 du 8 octobre 2020, 2020-079 du 15 octobre 2020, 2020-080 du 21 octobre 2020 et 2020-081 du 22 octobre 2020 et le décret numéro 1039-2020 du 7 octobre 2020, prévoit notamment, malgré toute disposition contraire d'un décret ou d'un arrêté ministériel pris en application de l'article 123 de la Loi sur la santé publique, certaines mesures particulières applicables sur certains territoires;

Vu que le décret numéro 1094-2020 du 21 octobre 2020 habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE les modalités suivantes s'appliquent à la tenue des élections municipales :

1<sup>o</sup> l'attestation d'un membre du personnel où est domiciliée ou hébergée la personne visée au premier alinéa de l'article 134.1 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) confirmant l'identité et le lieu de résidence de cette personne peut remplacer les documents devant accompagner une demande faite au président d'élection en vertu de cet article;

2<sup>o</sup> les personnes suivantes peuvent transmettre au président d'élection une demande en vertu du premier alinéa de l'article 134.1 de cette loi :

a) la personne de retour d'un voyage à l'étranger depuis moins de 14 jours;

b) la personne ayant reçu un diagnostic de la COVID-19 et étant toujours considérée comme porteuse de la maladie;

c) la personne présentant des symptômes de la COVID-19;

d) la personne ayant été en contact avec un cas soupçonné, probable ou confirmé de COVID-19 depuis moins de 14 jours;

e) la personne en attente d'un résultat au test de la COVID-19;

3<sup>o</sup> dans une municipalité ou un arrondissement de 50 000 habitants ou plus, est limité à 50 :

a) le nombre de signatures d'appui d'électeurs de la municipalité que doit comporter une déclaration de candidature au poste de maire ou une demande d'autorisation d'un candidat indépendant à un tel poste ou d'un électeur qui s'engage à se présenter comme candidat indépendant à un tel poste;

b) le nombre minimal de membres d'un parti qui doivent être énumérés dans la liste accompagnant la demande d'autorisation d'un parti qui entend exercer ses activités sur le territoire d'une telle municipalité et au conseil de laquelle il entend présenter des candidats;

4<sup>o</sup> outre les jours prévus à l'article 174 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le vote par anticipation peut également se tenir les neuvième, huitième et cinquième jours précédant celui fixé pour le scrutin;

5<sup>o</sup> le scrutin peut également se tenir le jour précédant celui fixé pour le scrutin; si le vote par anticipation a été tenu avant le 2 octobre 2020, le scrutin peut également se tenir le troisième et le deuxième jour précédant celui fixé pour le scrutin;

6<sup>o</sup> tout bureau de vote lors du scrutin doit ouvrir à 10 ou 11 heures et fermer à 19 ou 20 heures, de manière à répartir l'achalandage au sein de ce bureau de vote;

7<sup>o</sup> un électeur peut voter avec son propre crayon;

8<sup>o</sup> le vote par correspondance remplace tout bureau de vote itinérant et est offert à tout électeur qui aurait été admissible à voter à un tel bureau, même s'il est capable de se déplacer, ainsi qu'à tout électeur mentionné au paragraphe 2<sup>o</sup> et il s'exerce selon les modalités prévues au Règlement sur le vote par correspondance (chapitre E-2.2, r. 3) en y apportant, pour ces électeurs, les adaptations suivantes pour en faciliter le déroulement :

a) la demande de l'électeur pour exercer son droit de vote par correspondance peut être faite verbalement et est valide aux seules fins de l'élection pour laquelle elle est faite;

b) la transmission par le président d'élection à l'électeur de l'enveloppe contenant tout le matériel nécessaire au vote par correspondance peut être faite à compter du vingt-septième jour précédant celui fixé pour le scrutin;

c) les instructions pour voter transmises à l'électeur dans l'enveloppe contenant tout le matériel nécessaire au vote par correspondance indiquent qu'il n'est pas nécessaire qu'une photocopie d'un document d'identification soit transmise avec les bulletins de vote si la signature de l'électeur est apposée sur l'enveloppe identifiée « ENV-2 » et qu'y est inscrite sa date de naissance ainsi que, dans le cas de l'électeur mentionné au paragraphe 2<sup>o</sup>, le numéro d'un document mentionné au troisième alinéa de l'article 215 de la Loi sur les élections et les référendums;

d) la demande au président d'élection pour obtenir les bulletins de vote non reçus peut être faite à compter du dixième jour précédant celui fixé pour le scrutin;

e) l'électeur qui aurait été admissible au vote itinérant qui est incapable de marquer son bulletin de vote peut se faire assister par un membre du personnel où est domicilié cet électeur sans que ce membre du personnel ne soit obligé de déclarer sur la déclaration de l'électeur qu'il n'a pas déjà porté assistance à un autre électeur au cours du scrutin.

QUE soient abrogés :

1<sup>o</sup> les troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième alinéas du dispositif de l'arrêté numéro 2020-060 du 28 août 2020;

2<sup>o</sup> les paragraphes 12<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup> du dixième alinéa du dispositif du décret numéro 1020-2020 du 30 septembre 2020, modifié par les arrêtés numéros 2020-074 du 2 octobre 2020, 2020-077 du 8 octobre 2020, 2020-079 du 15 octobre 2020, 2020-080 du 21 octobre 2020 et 2020-081 du 22 octobre 2020 et le décret numéro 1039-2020 du 7 octobre 2020.

Québec, le 27 octobre 2020

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
CHRISTIAN DUBÉ

73469